

CCE DU 29 JUIN : L'ATTRITION AU MENU

Bureau Central, le 3 juillet 2015 - N° 12/15

Lors de la session du CCE du 26 juin, le Président, Frédéric Gagey, a présenté sa vision de la situation actuelle et à venir du groupe Air France.

Le Président du groupe Air France a évoqué longuement les difficultés dans lesquelles se trouve notre entreprise. L'arrêt de la baisse de nos coûts est un sujet de préoccupation pour nos dirigeants. Mais la baisse de la recette unitaire (hors change et hors effet carburant), qui touche l'ensemble du secteur, est encore plus inquiétante selon eux.

Dans la continuité, nous avons eu droit à une redite du « *flash actu* » du 15 juin qui présentait les moyens de parvenir aux « 80 millions d'euros » d'économie nécessaire à l'équilibrage du budget 2015. Tous les secteurs de l'entreprise sont censés être mis à contribution. Le plan Transform connaît une seconde vie !

En effet, dans le même temps, la Direction maintient son objectif de 700 M€ de résultat d'exploitation en 2017, avec une diminution des coûts répartie sur deux ans au lieu de trois !

Dans le florilège de mesures annoncées, les fermetures de lignes comme Vigo, Kuala Lumpur, etc... retiennent notre attention. Elles sont couplées à une réduction des fréquences comme sur Tokyo, Osaka, Moscou, Rio et Brasilia. Ces dernières mesures commenceront avec le programme d'hiver, et n'auront d'effet comptable qu'en fin d'année. Cela étant dit, la fermeture de lignes pourrait devenir une tendance lourde au sein de notre réseau s'il l'on en croit les dires de la Direction.

En effet, dans les informations présentées par Frédéric Gagey, il était fortement question de renouveler l'expérience si d'aventure notre bilan financier ne retrouvait pas le bon chemin. **Les conséquences sur l'emploi seraient désastreuses.**

Dans les dires de la Direction, ce qui conditionnerait la mise en place d'une attrition plus conséquente serait la capacité du personnel navigant à se reformer ou non. Toute la politique à venir de l'entreprise sera définie en fonction du résultat des négociations entre le PN et la Direction. Cette dernière affirme même que les négociations avec les organisations syndicales représentatives du sol sont en bonne voie. Force Ouvrière, pourtant bien au fait de l'agenda social de l'entreprise, attend qu'elles débutent !



Nos commentaires

La crise de confiance entre les personnels et la Direction ne fait que s'amplifier. La faute à un dialogue social qui se construit autour de fuites dans la presse et de diffusion de « *flash actu* à la sauvette », mais pas seulement.

Perform devait être un plan ambitieux de croissance. Avec ces dernières mesures et les projections d'attrition de la Direction, nous considérons qu'il est mort-né.

La désignation d'un bouc émissaire ne fait pas une stratégie industrielle. Le syndicat Force Ouvrière, qui est un observateur attentif du secteur du transport aérien, sait que faire porter tout le poids de la réussite de notre entreprise sur une catégorie de personnel est une vision ultra simplificatrice des problèmes que nous rencontrons. Sauf à sombrer dans une forme de populisme, il est évident que le costume, ou l'uniforme, qu'on veut faire porter au PN est un peu trop grand. Il suffit de lire les conclusions du rapport Le Roux pour en être convaincus.

La Direction souhaite « accroître » la productivité du PN à rémunération constante. C'est-à-dire les faire voler plus en diminuant le nombre de vols ?

La menace d'un « plan B », en cas d'échec des négociations avec le PN, d'une attrition supplémentaire du programme (fermeture des lignes les moins rentables), entraînant une diminution de la flotte, serait désastreuse au niveau de l'emploi pour toutes les catégories de personnel.

Faire du personnel au sol un simple spectateur des débats en cours ou à venir ne fera qu'amplifier la colère et les frustrations déjà très présentes au regard de la situation d'Air France malgré les efforts fournis et les économies liés à Transform. Le syndicat Force Ouvrière demande à être partie prenante de ce qui se joue en ce moment et honorer le mandat reçu des salariés.

Pour sortir par le haut des graves dangers qui guettent notre compagnie, il faudra sortir des visions catégorielles, remettre dans le jeu l'acteur de premier plan qu'est l'Etat et expliquer à nos dirigeants que la réduction des coûts pour la réduction des coûts finira par nous tuer.

Pour le SGFOAF

Christophe Malloggi